

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20071 - 77ÈME ANNÉE

Interview de Julie Pontalba, présidente du Mouvement réunionnais pour la Paix qui organise samedi à Saint-Pierre une conférence du Professeur André Oraison

Julie Pontalba : sensibiliser la population à la cause de la Paix

Samedi 19 février se tiendra une conférence du Professeur André Oraison sous l'égide du Mouvement réunionnais pour la Paix : « Affaire des îles Chagos : la condamnation du Royaume-Uni par la Cour de La Haye le 25 février 2019 et ses incidences en matière de décolonisation dans le bassin sud-ouest de l'océan Indien ». Présidente de cette organisation qui fête le 3e anniversaire de sa création officielle, Julie Pontalba revient sur les raisons qui ont amené à la naissance du Mouvement réunionnais pour la Paix, sur les actions de solidarité avec les Chagossiens et sur les prochains combats à mener.

Dans quelles circonstances a été créé le Mouvement réunionnais pour la Paix ?

Le Mouvement est né du rassemblement pour La Paix qui s'est déroulé à Saint-Denis le samedi 2 juin 2018.

C'était un rassemblement en soutien au peuple Palestinien. Ce jour-là les membres présents ont lu une déclaration adoptée par tous. Il s'agissait d'une demande adressée au président de la République française pour qu'il soit du côté des Palestiniens opprimés et qu'il ne reçoive pas en France Benyamin Netanyahu, alors Premier ministre israélien.

La Motion a été déposée le jour même à la préfecture.

Il y avait au même moment une délégation de Chagossiens, dirigée par Olivier Bancoult. Elle était présente au rassemblement et Olivier Bancoult a pris la parole c'est là qu'il a dit « nous sommes les Palestiniens de l'Océan Indien ».

Depuis ce jour, plusieurs membres présents ont continué à se voir régulièrement et à mener des actions. Le Mouvement a été officiellement constitué en février 2020.

Quelles ont été les actions du Mouvement réunion-



nais pour la Paix pour soutenir la lutte des Chagossiens ?

L'association a organisé plusieurs conférences pour informer et sensibiliser la population pour faire connaître cette histoire tragique.

Nous avons aussi été un soutien sur le plan matériel. Par exemple, nous avons organisé une cagnotte qui a permis d'augmenter le nombre de Chagossiens présents au tribunal de la Haye. C'était un moment très important pour le peuple Chagossien car pour la première fois, un tribunal international se réunissait sur son cas. A la fin de la procédure ils ont eu gain de cause ! Une autre cagnotte a été menée pour leur permettre de participer à la conférence des peuples autochtones organisée par l'ONU.

Après la conférence du Professeur André Oraison organisée samedi en partenariat avec le Mouvement, quelles sont les perspectives de lutte du Mouvement réunionnais pour la Paix ?

En premier lieu le mouvement doit poursuivre ce qu'il fait déjà en termes d'information et de soutien. Pour cela il doit continuer à s'organiser, se renforcer et se faire connaître, ainsi nous faisons appel aux

bonnes volontés. Pour la première fois cette année les personnes qui le souhaitent pourront officiellement adhérer au mouvement.

Spécifiquement en cette année des présidentielles en France nous avons adressé une lettre en faveur

d'une politique qui favorise la paix. Nous proposons à tous les présidentiables qui sont de passage sur l'île de la signer immédiatement. Nous estimons que la France ne peut se vanter d'être un grand pays et que ses habitants

sont heureux, si elle contribue à la guerre et aux crimes dans les autres pays.

L'objectif est de sensibiliser la population et en même temps de faire entendre notre voix auprès des dirigeants.

Le gouvernement retire l'armée française du Mali : le dessous des cartes

**Hommage
de la CEDEAO
aux jeunes soldats
français morts au Mali**

A quelques heures du début du sommet Union africaine-Union européenne, une conférence de presse s'est tenue hier à Paris en présence du président de la République, Emmanuel Macron et des présidents en exercice de l'Union africaine, Macky Sall, de la CEDEAO, Nana Afuko-Addo et du Conseil européen, Charles Michel.

Emmanuel Macron a officialisé le départ d'ici 4 à 6 mois des troupes françaises stationnées dans ce pays depuis 2013 en réponse à l'invasion du pays par des djihadistes. Les alliés européens de la France présents dans le pays ont pris également la même décision. L'offensive des djihadistes découlait de l'attaque de la Libye sans déclaration de guerre par la France soutenue par ses alliés de l'OTAN en 2011.

Paris avait choisi de cibler un État qui avait décidé de consacrer une part importante de sa manne pétrolière à l'amélioration de la situation sociale de son pays. La population libyenne avait ainsi un niveau de vie nettement supérieur à celui des autres États de la région, et les droits des femmes étaient plus importants. La Libye était également une pierre angulaire du panafricanisme. C'est notamment sur son sol que fut décidée la transformation de l'OUA en Union africaine.

En décidant de détruire l'État libyen dirigé par une personne suspectée d'avoir participé au financement de sa campagne présidentielle en 2007, le président français de l'époque a été responsable de la déstabilisation de toute une région. Les touaregs intégrés dans l'armée libyenne sont retournés dans leurs pays en amenant avec eux une partie de l'arsenal militaire de la Libye. Devenus djihadistes, ils ont ensuite envahi le Mali se rapprochant dangereusement de la capitale Bamako en 2013. Le gouvernement malien sollicita alors l'aide internationale. La France répondit favorablement en envoyant des troupes, rejointes par celles d'autres alliés européens de l'OTAN.

Mais l'an dernier, 10 ans après la destruction de l'État libyen, et 8 ans après l'arrivée de l'armée française au Mali, la présence française dut faire face à une lassitude grandissante de la population ainsi que de l'armée malienne. En effet, la guerre contre les djihadistes n'était toujours pas gagnée, et les militaires maliens en avaient assez de mourir en nombre au combat. Cette situation a contribué à un changement de régime avec la prise de pouvoir par des officiers de l'armée malienne. Ces derniers ont choisi de se tourner vers d'autres partenaires pour lutter contre les djihadistes. Ainsi de lourdes défaites furent infligées aux djihadistes, avec des pertes bien moins importantes pour les soldats maliens.

Sentant que son influence diminuait au Mali, le gouvernement français n'eut plus comme seule arme que l'insulte envers le pouvoir malien, comme l'a montré la déclaration de son ministre des Affaires étrangères devant l'Assemblée nationale.

Or, force est de constater que d'une part, les autres États du Sahel abritant des bases militaires françaises sont également dirigés par des gouvernements dits de transition comme au Mali, et que d'autre part la population malienne soutient le report des élections décidée par le pouvoir. Le divorce était donc inéluctable, car le Mali peut s'appuyer sur d'autres partenaires pour assurer sa sécurité.

L'opération a néanmoins causé la mort de soldats de son armée française. Lors de la conférence de presse, le président de la CEDEAO a d'ailleurs commencé son intervention par un hommage à ces jeunes morts au combat.

Tout comme les États-Unis le 15 août dernier en Afghanistan, la France retire ses soldats du Mali sans avoir pu régler un problème qu'un de ses gouvernements a créé. Les Talibans sont la principale conséquence de la politique des États-Unis pour combattre l'ancien gouvernement laïc afghan, et les djihadistes au Mali sont le résultat d'une guerre déclenchée par un président français contre la Libye.

M.M.

**Paris à l'origine
de la déstabilisation
du Sahel**

CINOR : lien consolidé avec les agents des déchetteries du territoire communautaire

Matinée placée sous le signe de la proximité et du dialogue social hier pour Ramata Touré, la présidente de la Commission Environnement de la CINOR qui a effectué une visite dans les déchetteries du territoire intercommunal. Une matinée de rencontres et d'écoutes réciproques, fertile en échanges, signe d'une réaffirmation de part et d'autre, de la même volonté de poursuivre le travail de co-construction initié depuis l'arrivée de la nouvelle équipe présidée par Maurice Gironcel, dans un état d'esprit de confiance, de concertation et de respect sans cesse renforcé. Une matinée qui a permis de saluer l'avancée sociale obtenue par les salariés des neuf déchetteries gérées par une société privée, à savoir le passage aux 35 heures, à l'initiative de Maurice Gironcel, le président de la CINOR, un dossier géré avec succès par Ramata Touré qui a pris la résolution de camper sur le terrain de la proximité en enchaînant les visites auprès de l'ensemble des agents de la direction « Environnement ».

« Mersi pou sak ou la fé pou nou » !
« Dopli lontann ni té batay pou sa »,
« Dopli bann désèteri la rouver, nou té domann sa », etc., etc.
Telles ont été, pêle-mêle, quelques-unes des réactions entendues hier lors de la matinée de terrain or-

ganisée par Ramata Touré, la présidente de la Commission « Environnement » de la CINOR. Celle-ci avait, en effet, inscrit à son programme une tournée des déchetteries gérées par une société privée. Il faut savoir que sur les 11 déchetteries de la CINOR, seules deux sont composées d'agents de la Collectivité, contrairement aux neuf autres étant gérées par ladite société privée.

« Lo problème sé ke nou lavé antr 20 é 26 èr. Nou la domann passé a 35 èr, té pa fasil, mé nou réusi a avoir sak nou té domann » « E sa sé grass a ou madam », ont chaleureusement déclaré les agents de toutes les déchetteries visitées hier c'est-à-dire : La Bretagne, Bois-De-Nèfles, Les Gaspards (Sainte-Marie) et Bagatelle, Commune Bègue et La Marine à Ramata Touré. Les agents ont aussi souligné une autre avancée obtenue et pas des moindres : le paiement des dimanches travaillés : « An plis, astèr nou lé payé osi lo dimans ».

« A oui, astèr sak i travay lo diomans lé anfin payé », « E l'antropriz la donn a nou osi un rapèl su bann dimans travayé, lé bel pou sak lé konserné », « Mersi, ou sé un bon madam, un bon élu ».
En toute humilité, Ramata Touré a tenu à mettre cette avancée sociale à l'actif de Maurice Gironcel, le président de l'EPCI :

« Dès l'arrivée de la nouvelle équipe, le président, ayant eu connaissance de cette revendication forte et juste, m'a mandatée pour solutionner de dossier. Je vous ai tous rencontrés lors d'une réunion. J'ai rencontré aussi la société en question, entamé des discussions avec elle et grâce à la bonne volonté des uns et des autres, nous avons pu faire aboutir les négociations dans l'intérêt de tous et surtout celui du service public puisque notre équation se décline ainsi : améliorer les conditions de travail des agents à tous les niveaux pour une qualité optimale des prestations offertes à nos administrés » a expliqué en substance Ramata Touré qui, par ailleurs, a écouté et recueilli les propositions des agents pour améliorer leur cadre professionnel et l'accueil du public.

L'élue ainsi que les agents se sont quittés sur l'engagement mutuel à entretenir le lien pour, ensemble, consolider ce vaste chantier du Développement Durable à travers la promotion et la valorisation du tri sélectif.

Ramata Touré a clôturé sa matinée par une visite du sentier littoral.

M.S.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

**Kann lé pou arien !
Plantèr lé pou arien !
Sé lo sistème ké la pa bon !**

Mézami mi panss konm mwin zot la suiv laktyalité issi La Rényon é sirman zot la antande parl la vizite lo minist loutremèr. Mwin lé sir galman zot i rapèl sak Moutama lo prezidan la CGPER la déklare kan la di lo minist i vé pa anparl kann dann son sézour :

Li la di i pé konte dsi bande plantèr si i fo pou mète traktère dann shomin.

Roprezantan gouvèrnman la bien konprande lo méssaz é lo minist la pa kite La Rényon san koze avèk linterprofèssion. Astèr gouvèrnman i koné bande partnèr dann kann i sava réini pou koze anssanb é sirtou trouv in bon solission pou l'avnir kann issi shé nou.

Bien sir toulmoune i panss pa konmsa é déssèrtin même i di i fo pa diskite avèk toute bande partnèr – sirtou avèk Téréos –, pars dann sète afèr bande plantèr lé riskab d'ète perdan... Mi di azot toute suite mi sava pa diskite dsi la stratézi bande sindika agrikol é dsi la stratézi la CGPER.

Sak mi oi sé ké kann i travèrs inn pèryode frazilité é si i kontinyé konmsa a l'avèg plantatssion-la, prodikssion-la lé riskab disparète issi dann noute péi. Alé oir mi panss kann i doizète sovè, dévlopé, transformé épi ète sak li doizète pou nou in l'or vèr... é mi di é rodi, si kann lé dann sète éta-la issi la Rényon la pa son fote – la pa non pli la fote bande plantèr – mé sète in sistème néo kolonyal é lo vré résponsab i doi pa défoss ali dsi lé zot.

Gouvèrnman i di pa kashète déyèr in sistème li la pa vouli réformé é sa i date pa d'yèr.

Justin